



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 142 – 2^{ème} trimestre 2010

SOMMAIRE

1. Synthèse de la conjoncture à Mayotte	4
<i>La conjoncture internationale et nationale du 2^{ème} trimestre 2010</i>	4
<i>La conjoncture régionale Océan Indien</i>	5
<i>La conjoncture à Mayotte</i>	5
2. Annexes statistiques	9
<i>Note méthodologique</i>	9
<i>Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives</i>	10
<i>Vue d'ensemble</i>	10
<i>Agriculture et aquaculture</i>	11
<i>Industrie agroalimentaire</i>	12
<i>Autres Industries</i>	13
<i>Bâtiment et Travaux Publics</i>	15
<i>Commerce</i>	17
<i>Services marchands</i>	18
<i>Hôtellerie et Tourisme</i>	19
<i>Les entreprises</i>	20
<i>Investissement</i>	20
<i>Financement</i>	20
<i>Vulnérabilité financière</i>	21
<i>Les ménages</i>	22
<i>Consommation</i>	22
<i>Investissement immobilier</i>	23
<i>Vulnérabilité financière</i>	23
<i>Sélection d'indicateurs macro-économiques</i>	24
<i>Marché de l'emploi</i>	24
<i>Prix à la consommation, salaires et revenus</i>	24
<i>Commerce extérieur</i>	25
<i>Transports</i>	26
Liste des publications	27

1. SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE À MAYOTTE

1. La conjoncture internationale et nationale du 2^{ème} trimestre 2010

Poursuite de la reprise de l'économie mondiale

Au deuxième trimestre 2010, la reprise de l'économie mondiale se poursuit à un rythme régulier. La vigueur du redressement diffère cependant selon les pays. Une croissance robuste se confirme dans les pays émergents, tandis qu'elle est beaucoup plus modérée dans la plupart des économies avancées. Ces différents profils de croissance se reflètent également dans la divergence des tensions inflationnistes entre régions : les taux d'inflation ont atteint des niveaux élevés dans les principales économies émergentes, mais sont restés modérés dans les principales économies avancées.

Au cours du deuxième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 2,4 % en rythme annualisé¹ après 3,7 %² au premier trimestre 2010. Ce trimestre, qui voyait la fin des primes gouvernementales, a été marqué par un retour à une forte croissance de l'investissement résidentiel (achats de logements neufs notamment). Tandis que toutes les composantes de la demande intérieure ont joué favorablement sur la croissance, l'aggravation du déficit commercial (les importations ayant augmenté environ trois fois plus vite que les exportations) a fortement pénalisé la croissance (pour -2,8 points de pourcentage en rythme annualisé). Depuis le mois d'avril, le taux de chômage s'est réduit, passant de 10 % à 9,5 % de la population active en juillet. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,2 % en juillet sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Au Japon, le PIB affiche un net ralentissement : il n'a augmenté que de 0,1 % durant le deuxième trimestre, après avoir connu une progression notable au cours des deux derniers trimestres (+1 et +1,1 %). Dans un contexte où la consommation des ménages a été atone, le Japon a été pénalisé, d'une part, par le ralentissement des exportations et, d'autre part, par la baisse de l'investissement public, conséquence de la fin progressive des plans de relance. Le PIB japonais a été dépassé par celui de la Chine qui est devenue ainsi la deuxième économie mondiale.

Le PIB de la zone euro a enregistré une progression trimestrielle de 1 % au deuxième trimestre, après +0,2 % au premier trimestre 2010. La production industrielle a diminué de 0,1 % entre mai et juin, mais a progressé de 8,2 % sur un an. Tandis que la Grèce continue d'être en récession, la zone euro a bénéficié de la très forte progression du PIB de l'Allemagne (+2,2 % au deuxième trimestre, après 0,5 % au premier trimestre 2010). La hausse annuelle des prix dans la zone euro, mesurée par l'IPCH, s'est établie à 1,7 % en juillet 2010, du fait notamment des tensions à la hausse sur les prix des transports et des logements. Le taux de chômage dans l'UE27 a de nouveau progressé pour atteindre désormais 10 % en mai et juin. La BCE a maintenu ses taux d'intérêt.

En France, la croissance du PIB a été légèrement plus forte au deuxième trimestre : +0,6 % après +0,2 % au premier trimestre 2010. Alors que la demande intérieure finale (hors stocks) a contribué positivement à la croissance du PIB (retour à une évolution positive de la formation brute de capital fixe et nouvelle hausse des dépenses de consommation des ménages), le solde commercial s'est détérioré, pénalisant la croissance du PIB de -0,4 point. Cet effet a été toutefois largement compensé par les variations de stocks des entreprises qui ont contribué positivement à la croissance du deuxième trimestre (pour +0,6 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,7 % sur un an en juillet, dans un contexte marqué par la hausse saisonnière des prix des services liés au tourisme et par la baisse de certains produits manufacturés dans le cadre des soldes d'été. Les prix de l'énergie sont restés stables.

Dans les pays émergents, l'activité économique a continué de se renforcer. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré un net rebond de la croissance de leurs exportations, avec des taux de croissance mensuels allant de 25 % à 50 % sur un an. Parallèlement les tensions inflationnistes ont été orientées à la hausse. En Chine, la demande intérieure est devenue de plus en plus autonome, permettant un retrait progressif des mesures de relance étatique. En Amérique latine, le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,9 % et 6,3 % en rythme annuel au premier trimestre 2010³.

1 Soit 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

2 Soit +0,9 % en rythme trimestriel.

3 Soit respectivement 2,15 % et 1,5 % en rythme trimestriel.

2. La conjoncture régionale Océan Indien

Des situations économiques contrastées

A l'île Maurice, le PIB, corrigé des variations saisonnières, décroît de 4 % au premier trimestre 2010 par rapport au dernier trimestre 2009. Cette baisse rompt avec la tendance haussière observée sur les trois précédents trimestres. Ce retournement s'explique par une contraction de l'investissement privé entraînant une chute de 21,3 % de l'activité dans la construction non résidentielle. Néanmoins, certains secteurs enregistrent de bons résultats. Le secteur de l'hôtellerie-restauration profite de la bonne fréquentation touristique de l'île au premier trimestre, son activité progresse de 7,2 % sur un an. Parallèlement, l'industrie manufacturière demeure dynamique.

En Afrique du Sud, l'embellie observée en début d'année semble se confirmer au deuxième trimestre 2010. L'industrie manufacturière poursuit son redressement avec une légère hausse de 0,8 % des volumes de production par rapport au premier trimestre de l'année (corrigés des variations saisonnières). Parallèlement, la consommation des ménages semble poursuivre son amélioration avec une hausse des 1,2 % des ventes réalisées par le secteur du commerce sur la même période.

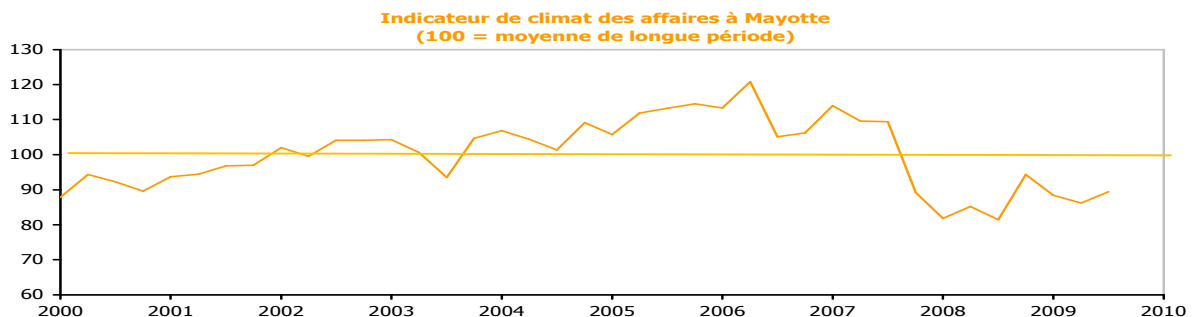
A Madagascar, l'activité économique semble marquer le pas au deuxième trimestre 2010 par rapport au premier trimestre de l'année. En effet, les encours de crédits à l'économie se stabilisent avec une légère hausse de 0,8 %. En outre, les ventes de véhicules neufs et d'occasion (deux roues et automobiles) reculent de 4,8 %. Néanmoins, la conjoncture économique de la grande île s'améliore par rapport au deuxième trimestre 2009 avec une progression des encours de crédits à l'économie et des ventes de véhicules de respectivement 8,4 % et 26,4 % en glissement annuel.

Aux Seychelles, le secteur du tourisme poursuit sa reprise avec une nouvelle progression de 7,7 % du nombre de touristes au deuxième trimestre 2010, en glissement annuel. Grâce à la bonne orientation de l'activité touristique, le FMI prévoit une croissance du PIB de l'ordre de 4 % en 2010.

3. La conjoncture à Mayotte

L'activité économique peine à se redresser

Après deux trimestres consécutifs de baisse, l'indicateur du climat des affaires (ICA) a progressé au deuxième trimestre 2010, mais demeure en dessous de sa moyenne de longue période. Cette amélioration s'explique principalement par un constat plus favorable des entrepreneurs sur l'activité, les niveaux d'effectifs ainsi que sur les prix pratiqués.

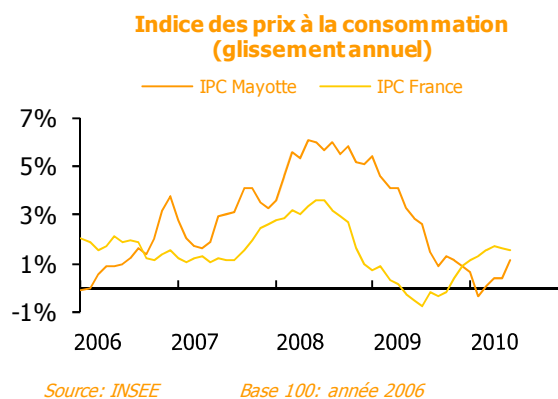


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

La consommation des ménages progresse, mais à un rythme moins soutenu que celui constaté entre le dernier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010. L'investissement des entreprises reste mal orienté.

Les perspectives pour le troisième trimestre sont assez pessimistes et les prévisions d'investissement sont encore en baisse.

Les prix progressent de façon modérée

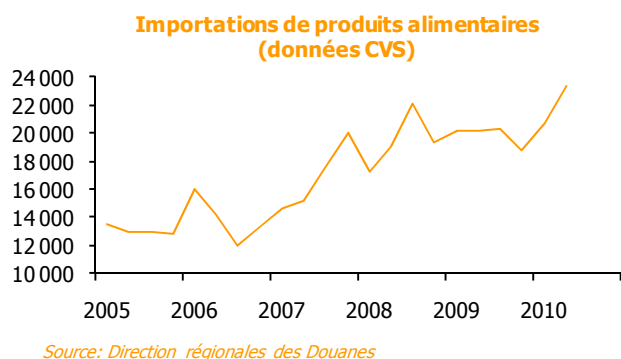


Après un repli de 0,6 % au 1^{er} trimestre 2010, l'indice des prix à la consommation progresse de 1,5 % au 2^{ème} trimestre. Cette évolution s'explique par le renchérissement des prix des produits alimentaires (+1,7 %), des produits manufacturés (+0,7 %) et des services aux ménages (+0,4 %).

En glissement annuel au 30 juin 2010, la hausse des prix est moins marquée à Mayotte qu'en métropole (+1,1 % contre +1,5 %). Sur un an, le prix du tabac est en nette progression (+16,3 %). Quoique dans une moindre proportion, ceux de l'énergie et des services aux ménages sont également à la hausse (+7,2 % et +3,6 %). Les prix des produits alimentaires et boissons ainsi que ceux des produits manufacturés sont en revanche en recul (-2 % et -1 %).

Ralentissement de la consommation des ménages

La reprise de la consommation des ménages observée au 1^{er} trimestre 2010 s'est poursuivie, mais à un rythme moindre : les importations de produits alimentaires et de biens d'équipement ménagers sont en progressions respectives de 12,7 % et de 4,9 %, alors que les produits textiles importés, qui progressaient fortement au trimestre précédent, reculent de 3,5 %.



Les ventes de véhicules de tourisme neufs sont en légère baisse sur le trimestre, après une progression de 8,5 % au 1^{er} trimestre.

Les entreprises du commerce ayant répondu à l'enquête de conjoncture font état d'une baisse modérée de leur activité, qui devrait se stabiliser au troisième trimestre.

Des investissements toujours mal orientés

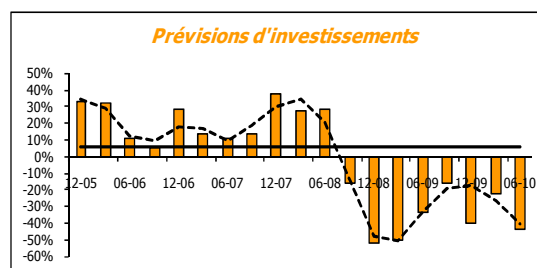
En dépit d'une nette amélioration des importations de biens d'équipement professionnel, les indicateurs d'investissement n'indiquent pas de reprise. Les ventes de véhicules utilitaires ont sensiblement reculé (-25 % après une progression de 22 % au 1^{er} trimestre) et l'enquête de conjoncture fait ressortir un repli de l'investissement des entreprises accompagné d'une baisse des effectifs employés.

Les perspectives laissent entrevoir une nouvelle dégradation.

Diminution des importations

Au 2^{ème} trimestre 2010, et pour le troisième trimestre consécutif, les importations (hors hydrocarbures) sont en recul (-4 %). Elles sont toutefois en progression de 12,6 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2009.

Les exportations sont toujours très faibles. Leur croissance apparente (+72,3 % par rapport au trimestre précédent et +128,2 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2009) n'est imputable qu'aux réexportations de marchandises (biens personnels des personnes qui quittent le territoire) qui représentent 96 % de la valeur des exportations.



Au niveau sectoriel, les résultats sont contrastés

Les résultats du **secteur agricole** sont mitigés. Les ventes de poissons d'élevage à l'international progressent pour le deuxième trimestre consécutif, mais leur niveau demeure inférieur à celui des années précédentes.

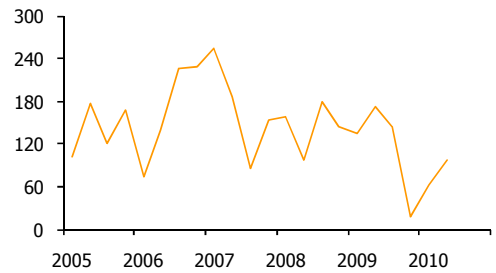
Après une année 2009 et un 1^{er} trimestre 2010 moroses, l'activité de l'**industrie agro-alimentaire** enregistre une légère reprise au 2^{ème} trimestre. Toutefois, les chefs d'entreprises envisagent une forte dégradation de leur activité pour le troisième trimestre de l'année.

L'activité **industrielle** est de nouveau jugée à la baisse, et cette situation pourrait perdurer au cours des prochains mois.

Les difficultés qui touchent le secteur du **bâtiment et travaux publics** depuis fin 2008 persistent : la dégradation semble s'être interrompue sur le trimestre mais les prévisions pour le prochain trimestre sont de nouveau pessimistes. Les indicateurs sont au rouge et les prévisions pour les prochains mois sont pessimistes. Ces perspectives négatives sont en partie dues à l'absence de projets significatifs et à la situation financière des collectivités locales qui restent les principaux investisseurs de l'île.

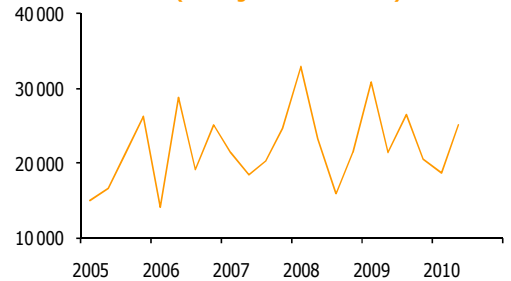
L'activité des **services marchands** continue d'être favorable. Pour le deuxième trimestre consécutif, le courant d'affaires est orienté à la hausse. La reprise de l'activité s'est accompagnée d'une nette amélioration de la trésorerie et des délais de paiement.

Exportations de poissons d'élevage (données CVS)



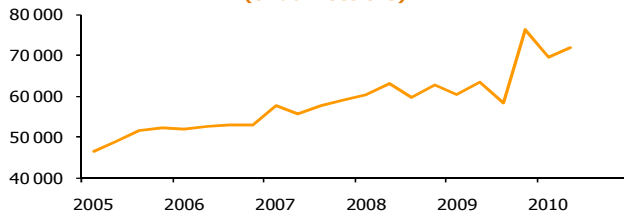
Source: Direction régionale des Douanes

Importations de ciment (tonnage en données CVS)



Source: Direction régionale des Douanes

Passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi -entrée et sorties, hors transit- (en données CVS)



Source: Direction de l'Aviation civile de Mayotte

Le nombre de passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi s'est accru (+3,4 % au 2^{ème} trimestre 2010 et +13,2 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2009) mais les professionnels du tourisme restent prudents.

Le dispositif de médiation du crédit

Le plan de soutien à l'activité et aux entreprises

En réponse à la crise financière de l'été 2008, le gouvernement a mis en œuvre deux plans :

- ❖ Un plan de financement à l'économie, destiné à fournir des liquidités à moyen terme aux banques impactées par la crise, tout en leur offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres. Objectif : éviter l'effondrement du système financier et soutenir la distribution du crédit.

Ce plan a été mis en place avec l'accord de la Commission européenne et de la Banque Centrale Européenne. Le Gouvernement a demandé des contreparties aux institutions financières en matière d'éthique et de financement de l'économie.

- ❖ Un plan de soutien à l'activité et aux entreprises, qui se décompose ainsi :
 - un plan de soutien de 22 milliards d'euros pour assurer le financement des PME,
 - la mobilisation des services de l'État pour assurer le suivi de la façon dont les banques accordent les prêts,
 - la création d'un fonds stratégique d'investissement,
 - l'exonération immédiate et totale de la taxe professionnelle pour les nouveaux investissements.

*

La mission de médiation du crédit s'intègre au plan de soutien à l'activité et porte sur les problèmes de financement des entreprises et leurs relations avec les banques, dans le strict respect des règles de confidentialité et de secret bancaire.

La mission de médiation du crédit - La lettre de mission du médiateur national

- ❖ S'assurer du respect des engagements pris par les banques en contrepartie des mesures de soutien dont elles bénéficient, notamment en relation avec les Commissions départementales de suivi ;
- ❖ Ne laisser aucune entreprise, et notamment aucune PME, seule quand elle est confrontée à un problème de financement ;
- ❖ Examiner leur situation de manière concrète en vue de proposer des solutions chaque fois que cela est possible, via le dépôt d'un dossier sur le site <http://www.mediateurducredit.fr> ;
- ❖ Identifier les entreprises nécessitant la mise en œuvre d'une médiation et leur apporter une réponse de proximité en s'appuyant sur les Commissions de suivi mises en place auprès des préfets ;
- ❖ Un correspondant local (directeur départemental de la Banque de France ou de l'IEDOM) désigné par le préfet et des personnalités qualifiées pour accompagner la mise en place du dispositif ;
- ❖ Saisir le gouvernement de tous les problèmes majeurs non résolus ;
- ❖ Rendre compte.

2. ANNEXES STATISTIQUES

1. Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).

- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les données quantitatives disponibles ainsi que les résultats de l'enquête de conjoncture pour l'ensemble des secteurs et par secteur sont présentés dans les pages qui suivent.

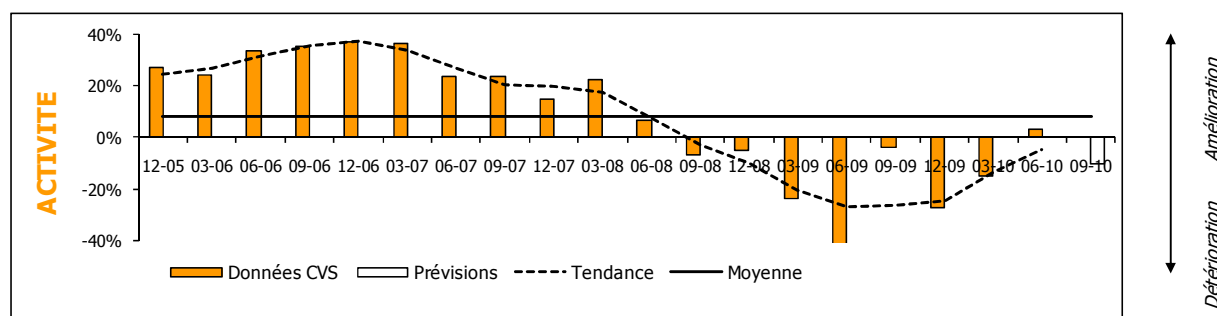
Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions se rapportant à l'activité des entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi,...), figurent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années, avec des fréquences mensuelles ou trimestrielles. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries sont également représentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant effectué à l'aide de moyennes mobiles. Enfin les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Interprétation des soldes d'opinions

Un solde d'opinions, qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation**, correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation. Il convient de noter que chaque opinion exprimée, tant que faire se peut, est pondérée par l'effectif de l'entreprise.

L'histogramme évolue de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Elles ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

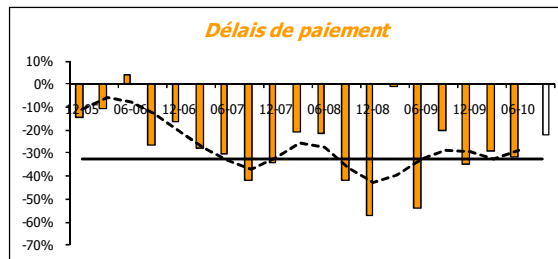
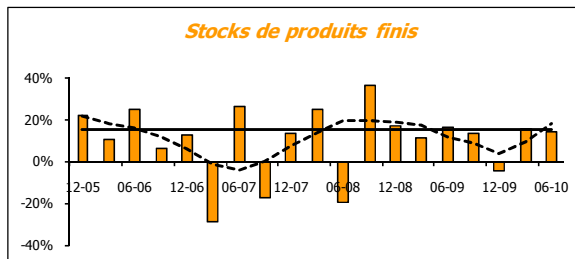
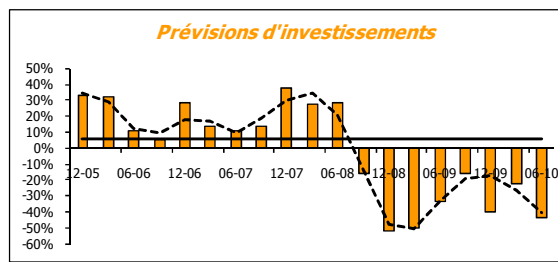
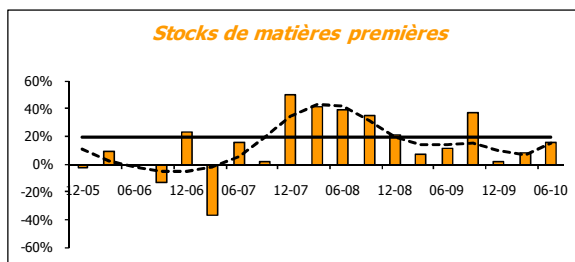
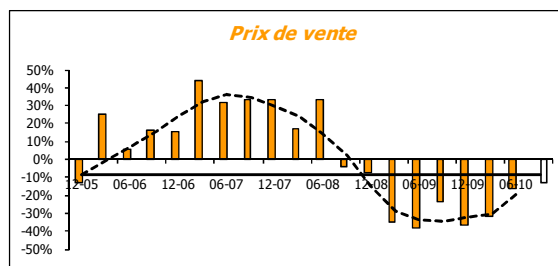
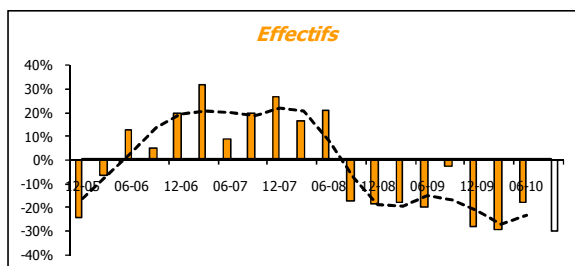
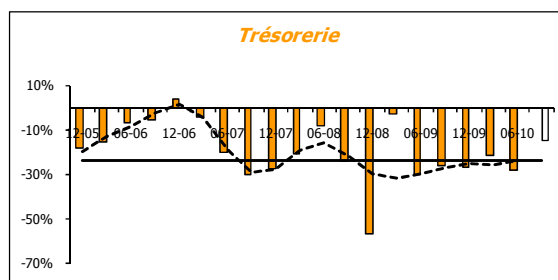
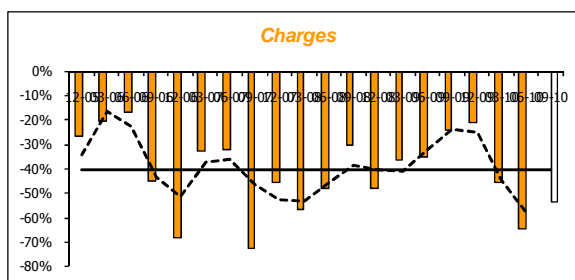
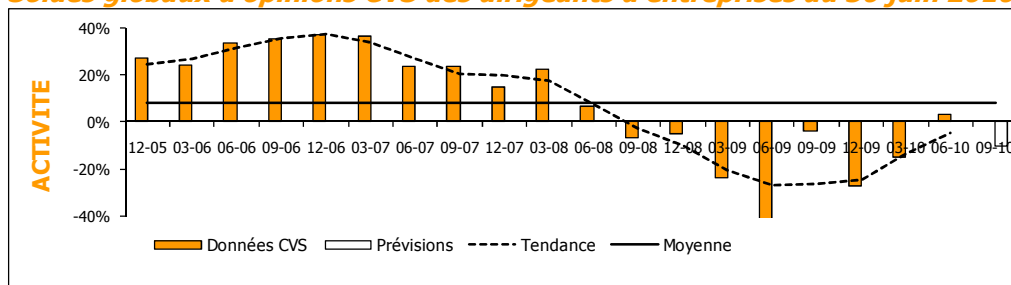
Ainsi, l'histogramme établi évolue de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables. A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

Exemple :

2. Les secteurs d'activité : résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM et données quantitatives

VUE D'ENSEMBLE

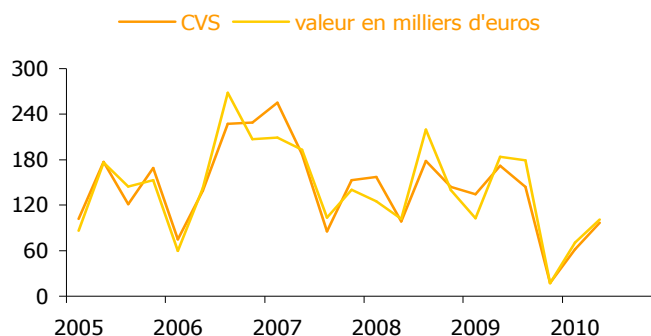
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010⁴



⁴ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 56 entreprises, employant au total 3 355 salariés. Les graphiques de réalisation retranscrivent les soldes d'opinions (Corrigés de Variations Saisonnières) relatifs au trimestre écoulé (2^{ème} trimestre 2010) et aux prévisions établies à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir.

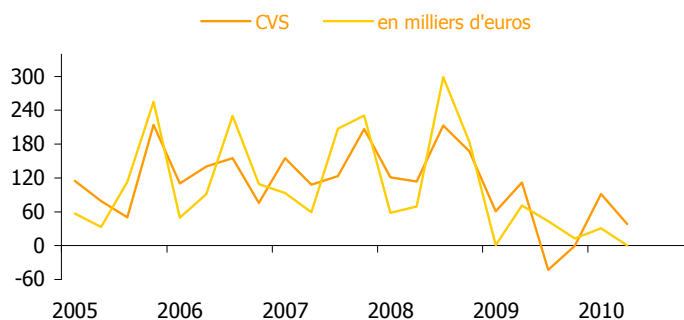
AGRICULTURE ET AQUACULTURE

Exportations de poissons d'élevage



Source : Direction régionale des Douanes

Exportations d'essence d'ylang-ylang



Source : Direction régionale des Douanes

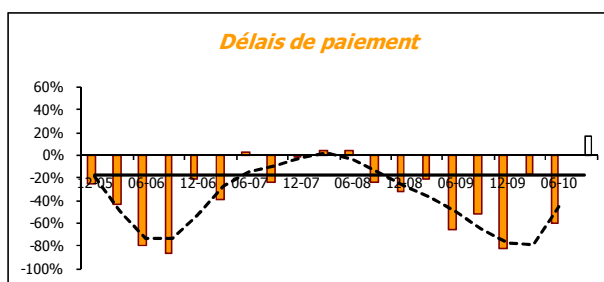
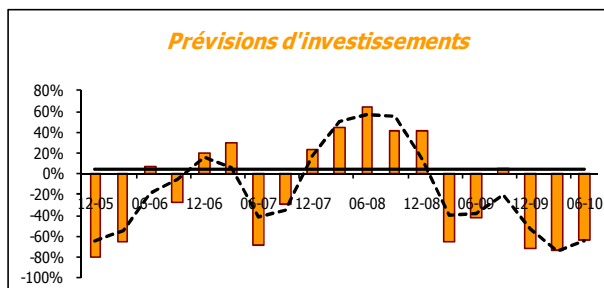
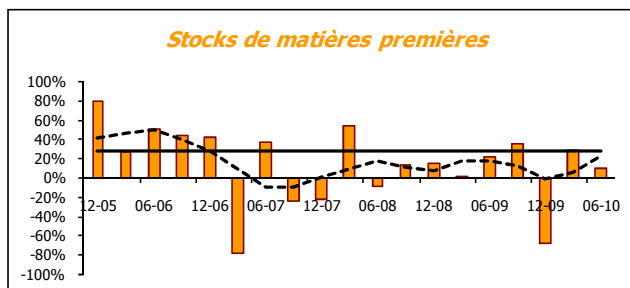
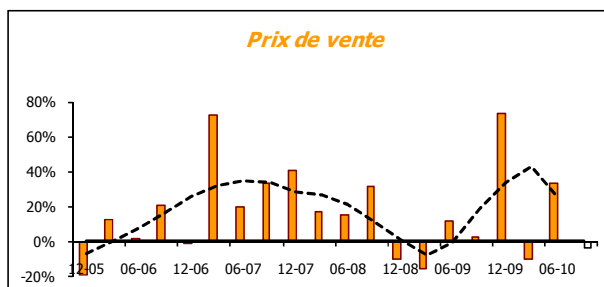
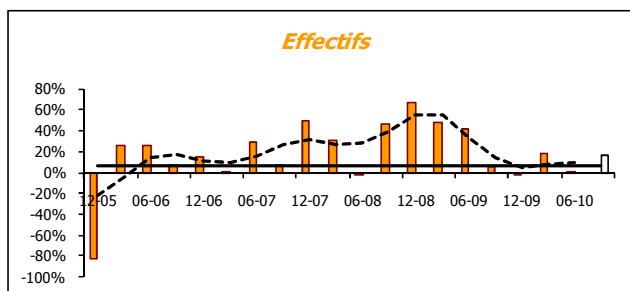
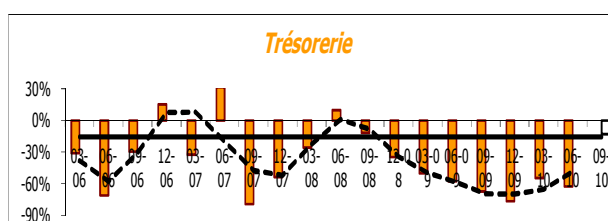
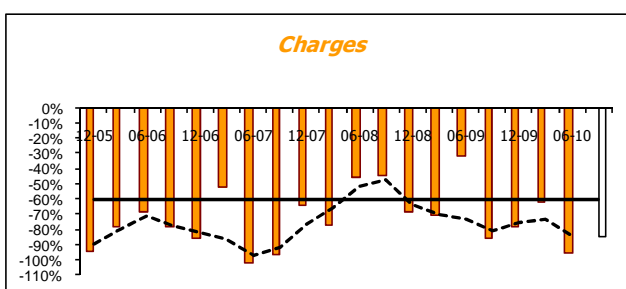
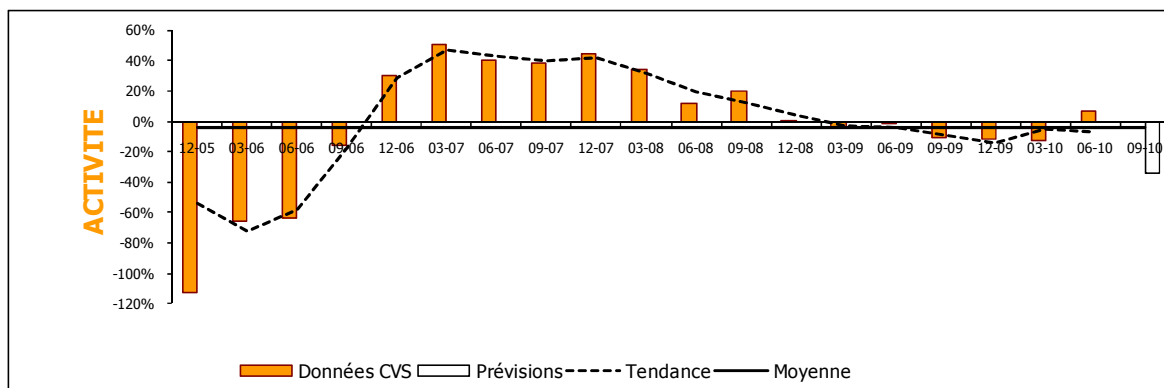
Exportations agricoles

	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09	Σ10/Σ09
Essence d'ylang-ylang												
Volume (tonnes)	0,3	2,0	0,8	0,8	0,8	0,6	0,2	0,5	0,0	-100%	-100%	-65%
Valeur (milliers d'euros)	33,1	91,4	59,5	69,7	71,1	43,5	12,8	31,2	0,0	-100%	-100%	-69%
CVS	79,0	140,2	108,1	113,4	112,1	-43,1	-0,4	91,7	38,6	-142%	-66%	-
Produits aquacoles												
Volume (tonnes)	39,0	27,1	33,9	17,8	28,4	27,6	17,2	11,0	15,0	37%	-47%	-41%
Valeur (milliers d'euros)	176	142	193	102	184	179	112	71	101	43%	-45%	-40%
CVS	177	139	187	98	172	144	18	62	96	56%	-44%	-

Direction régionale des Douanes

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE

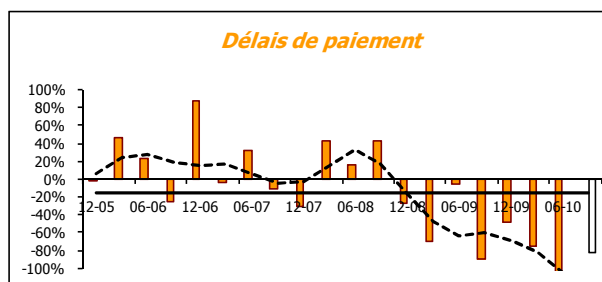
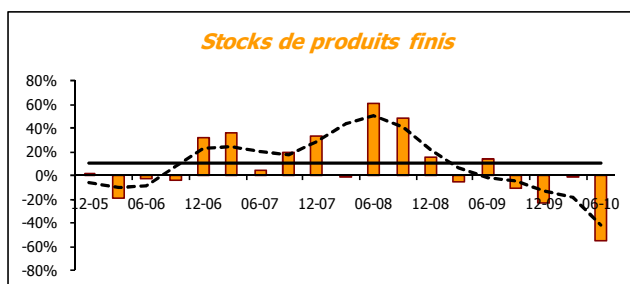
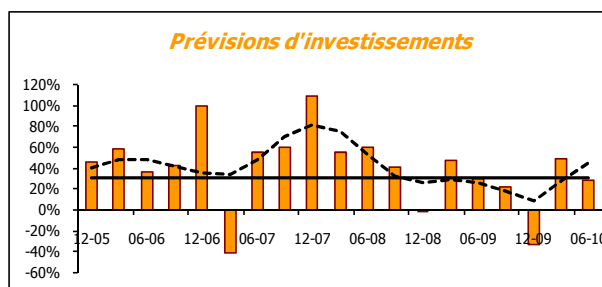
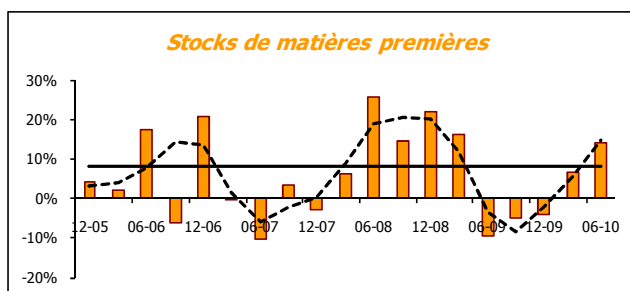
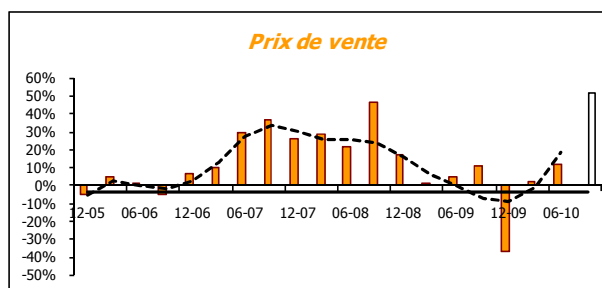
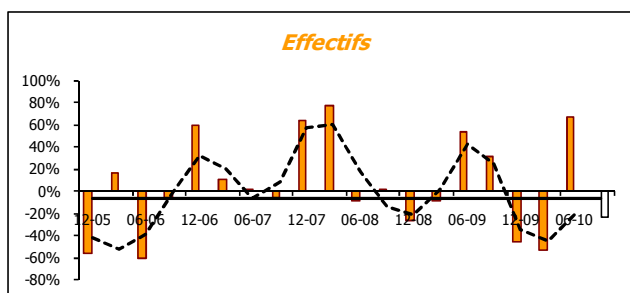
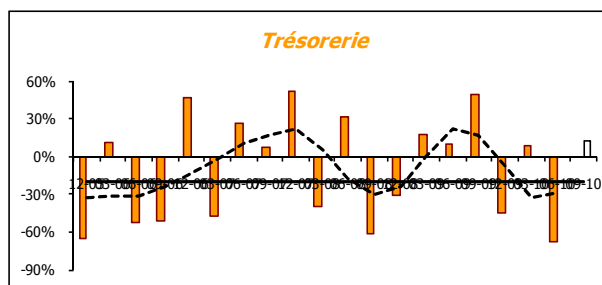
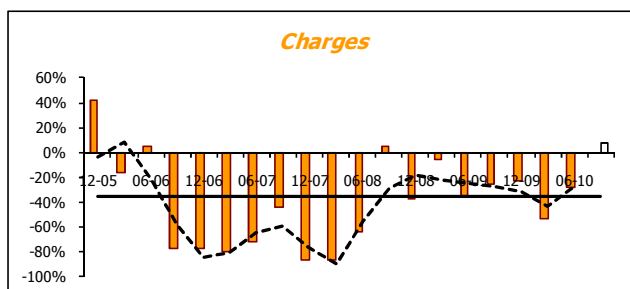
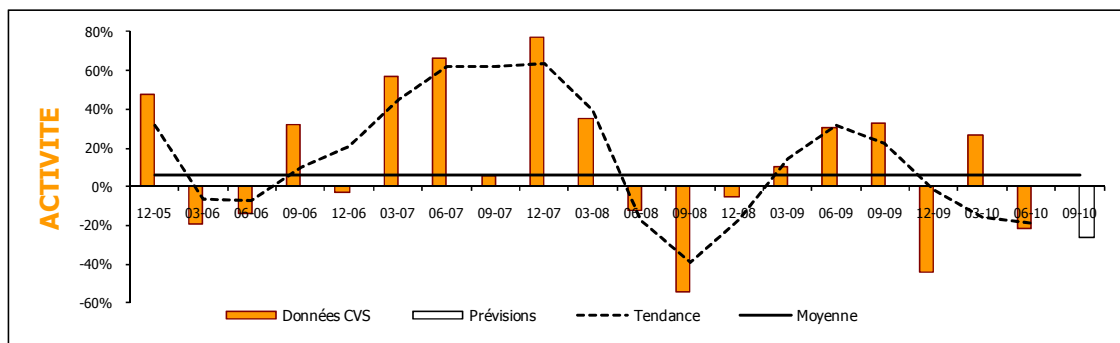
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010⁵



⁵ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 5 entreprises de l'industrie agroalimentaire (152 salariés).

AUTRES INDUSTRIES

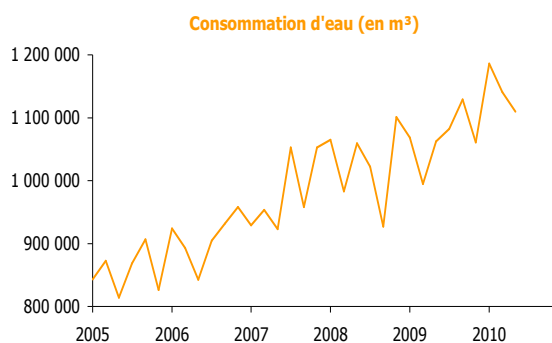
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010⁶



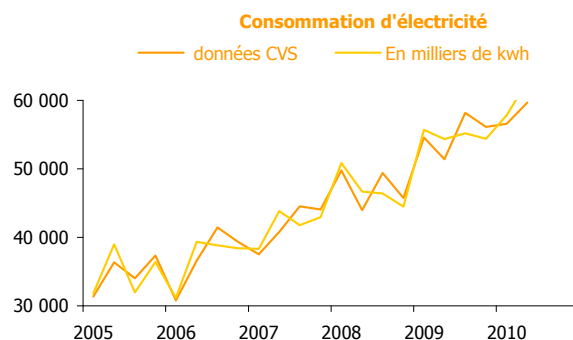
La consommation énergétique

⁶ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 6 entreprises du secteur de l'industrie (236 salariés).

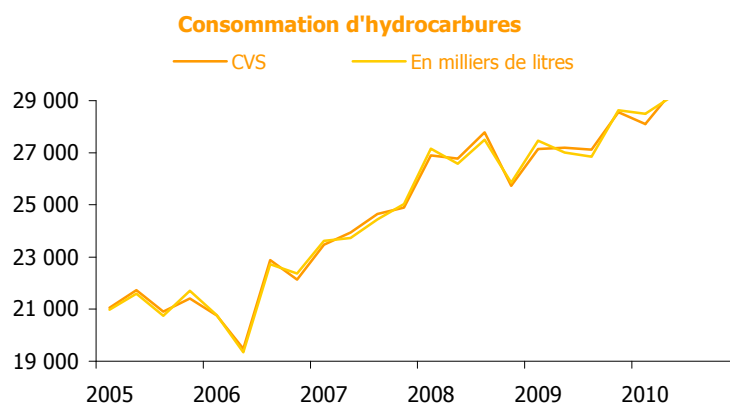
Suivi de la conjoncture économique à Mayotte



Source: Sogea



Source: Electricité de Mayotte



Source: Total Mayotte

Evolution de la consommation d'électricité

ÉLECTRICITÉ	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
Nombre d'abonnés	29 171	30 361	31 310	32 870	34 125	34 734	35 324	35 798	36 123	0,9%	5,9%
Consommation (milliers de kWh):	38 978	39 368	43 821	46 670	54 319	55 205	54 390	57 840	62 827	8,6%	15,7%
Consommation (CVS)	36 387	36 622	40 806	43 954	51 429	58 190	56 142	56 583	59 680	5,5%	16,0%

Source: Electricité de Mayotte

Evolution de la consommation de carburant

CARBURANT	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
En milliers de litres	21 590	19 341	23 736	26 575	27 008	26 845	28 632	28 493	29 157	2,3%	8,0%
CVS	21 726	19 476	23 943	26 774	27 190	27 116	28 554	28 099	29 343	4,4%	7,9%

Source: Total Mayotte

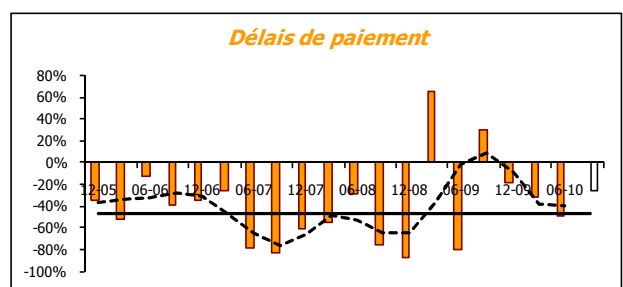
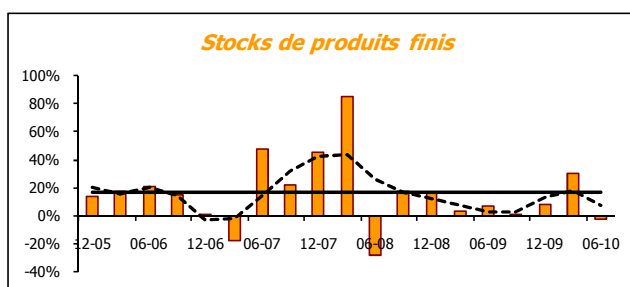
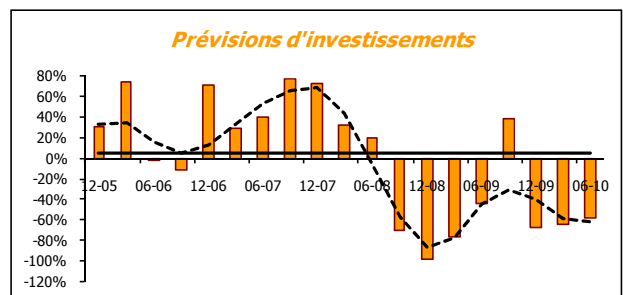
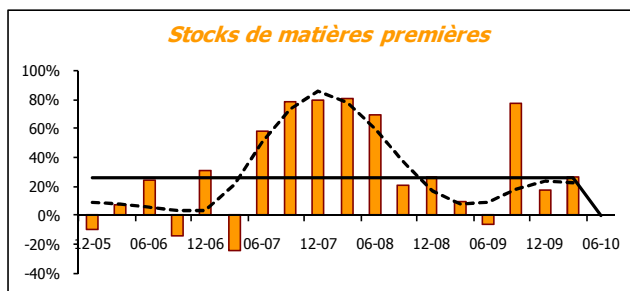
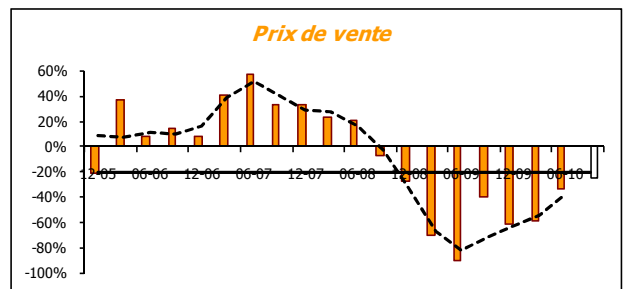
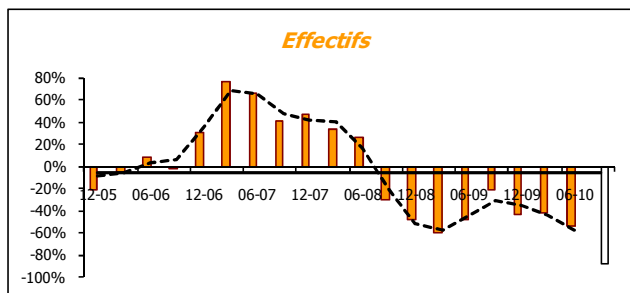
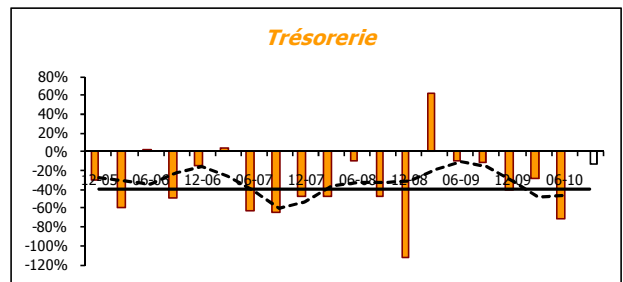
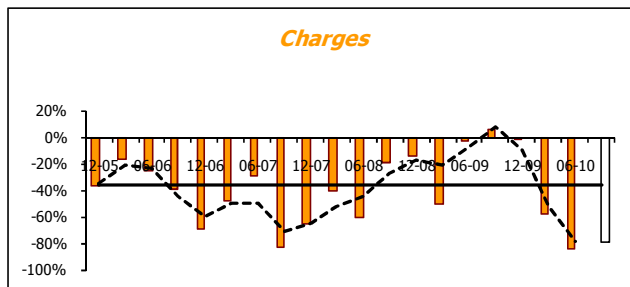
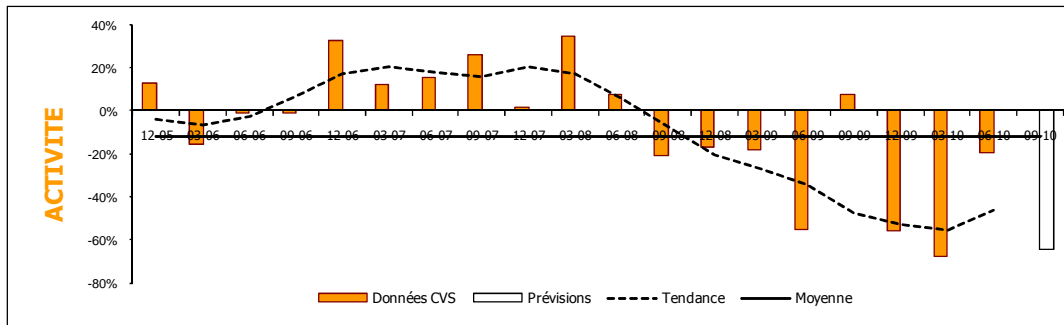
Evolution de la consommation d'eau

EAU	3B05	3B06	3B07	3B08	3B09	4B09	5B09	6B09	1B10	2B10	3B10	1B10/6B09	1B10/1B09
Nombre d'abonnés	27 219	28 302	29 498	33 294	34 668	34 826	34 506	34 593	34 692	34 752	34 786	0,1%	0,2%
Consommation d'eau (en m ³)	814 047	842 249	923 068	1 059 204	1 062 044	1 081 820	1 128 467	1 060 906	1 185 807	1 140 356	1 109 369	-2,7%	7,4%
Consommation moyenne (m ³ /abonné)	24,5	29,9	31,3	31,8	30,6	31,1	32,7	30,7	17,1	16,4	15,9	-3,0%	-48,1%

Source: SOGÉA

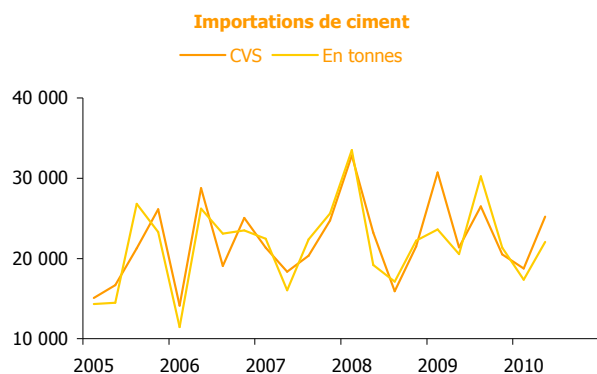
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010⁷

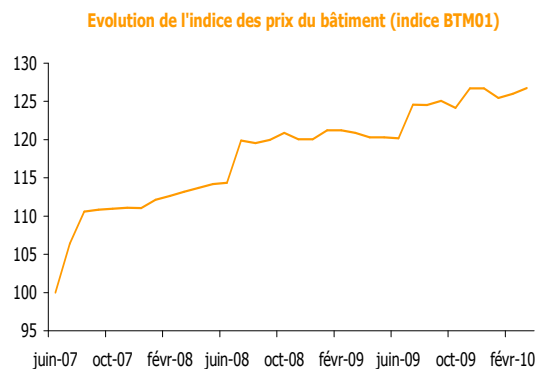


⁷ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 10 entreprises du BTP (1 096 salariés).

Suivi de la conjoncture économique à Mayotte



Source : Direction régionale des Douanes



Source: FMBTP/Direction de l'Equipeement

Base 100 : juin 2007. L'indice tient compte des charges salariales (43 %), des prix de différentes matières, du ciment (6 %), du transport (3 %), de l'énergie (3 %) et de frais divers (15 %).

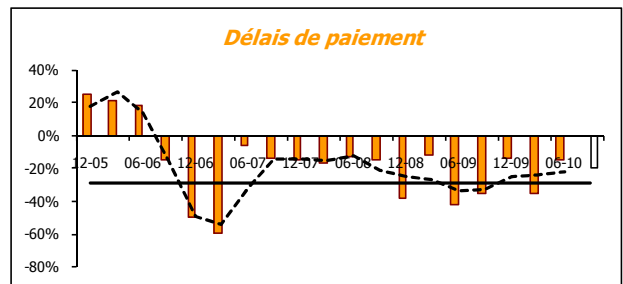
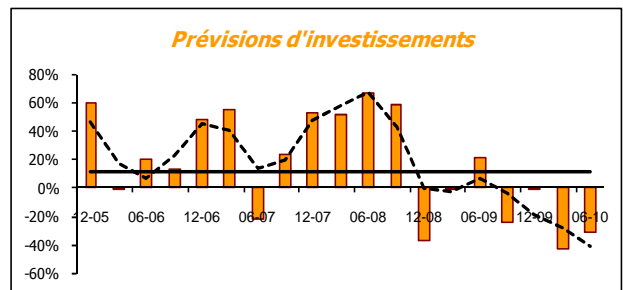
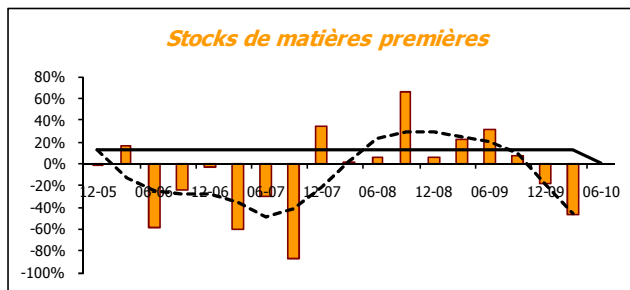
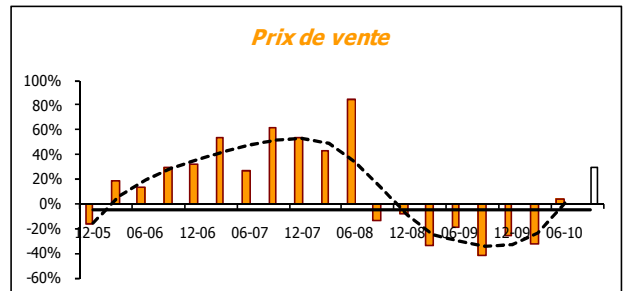
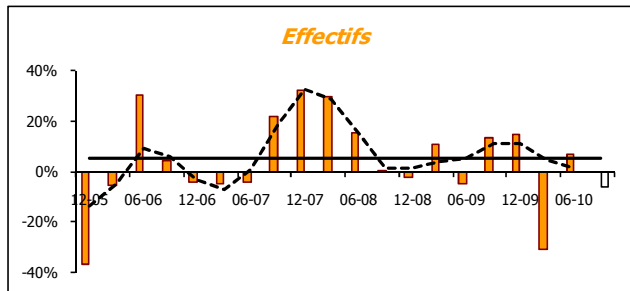
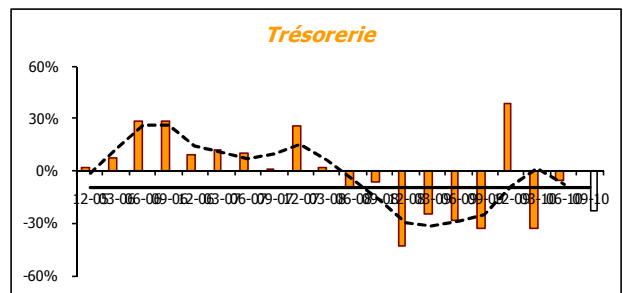
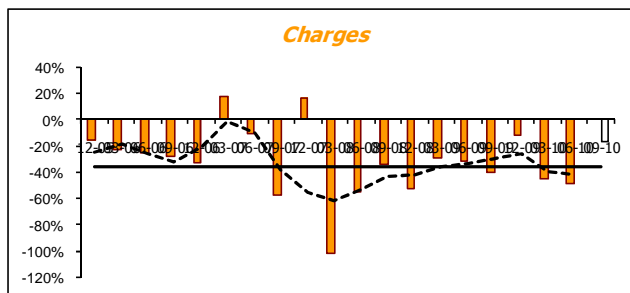
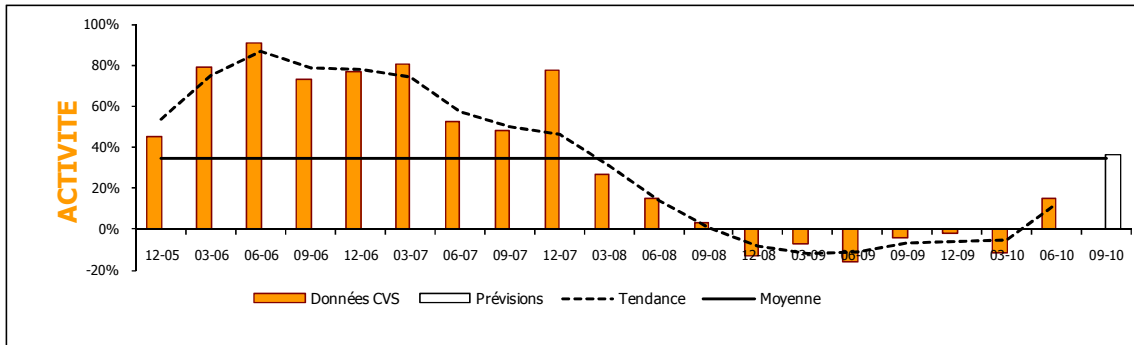
Imporations de ciment

CIMENT	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09	Cumul 10	Σ10/Σ09
En milliers d'euros	1 088	1 391	1 457	2 388	2 214	2 549	1 805	1 567	2 052	31%	-7%	3 619	-22%
En tonnes	14 468	26 216	16 025	19 168	20 567	30 232	21 338	17 331	22 071	27%	7%	39 402	-11%
CVS	16 674	28 770	18 341	23 214	21 402	26 481	20 476	18 760	25 203	34%	18%	-	-

Direction régionale des Douanes

COMMERCE

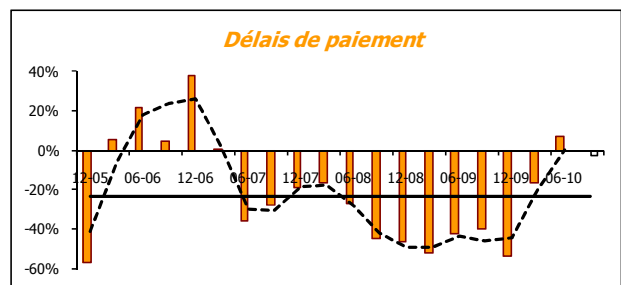
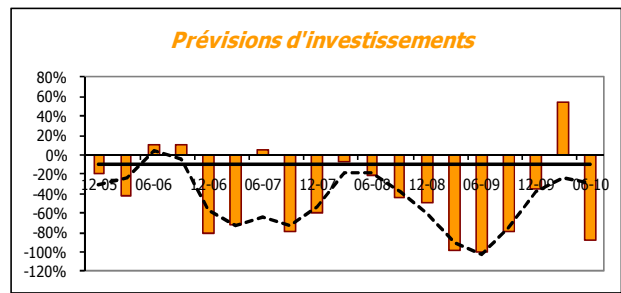
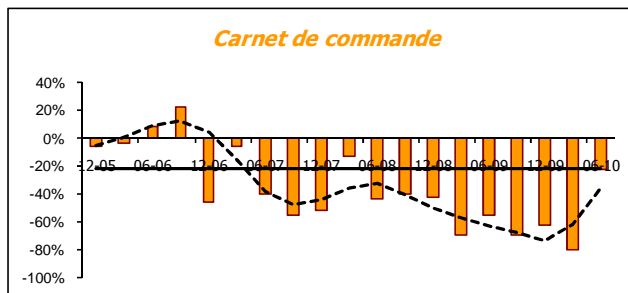
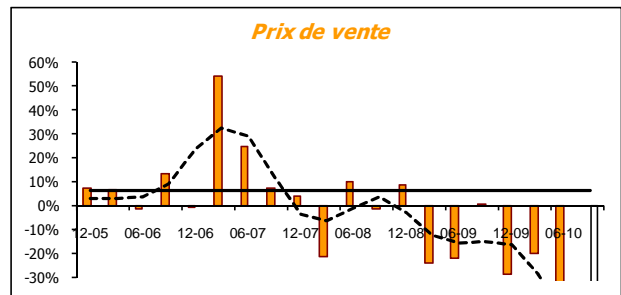
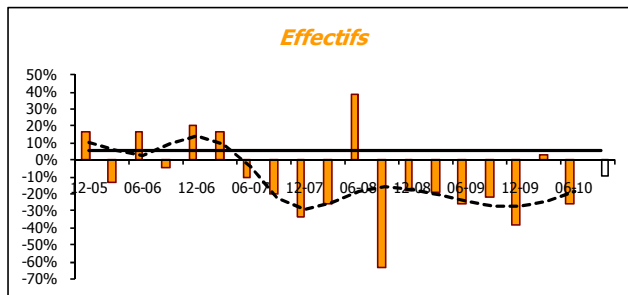
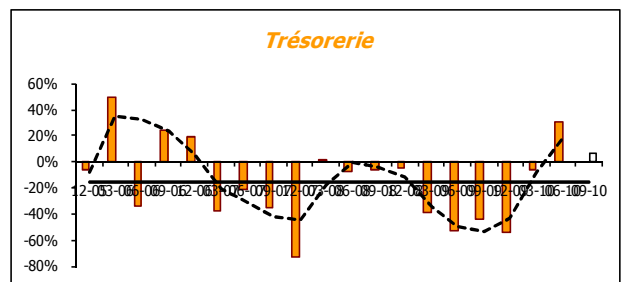
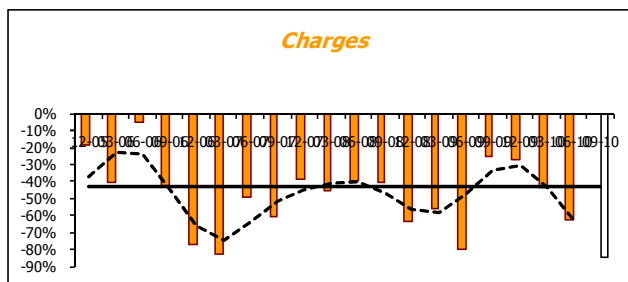
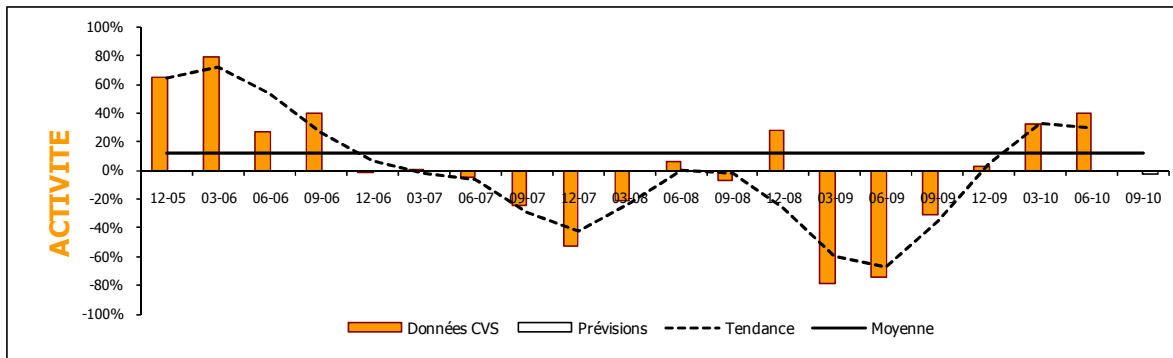
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010⁸



⁸ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 20 chefs d'entreprises du commerce (1 087 salariés).

SERVICES MARCHANDS

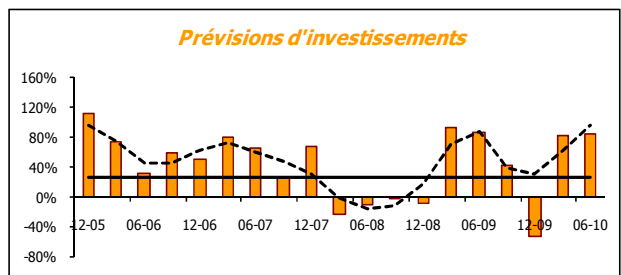
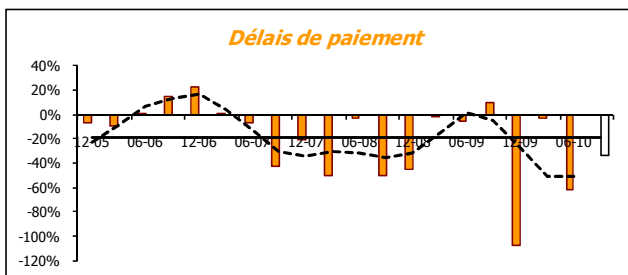
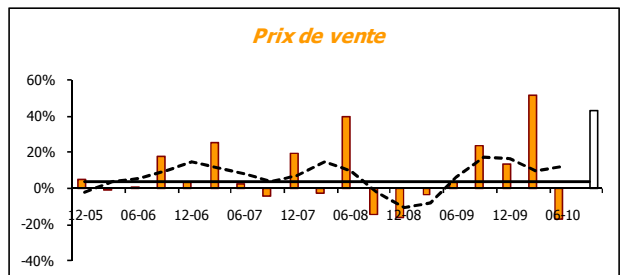
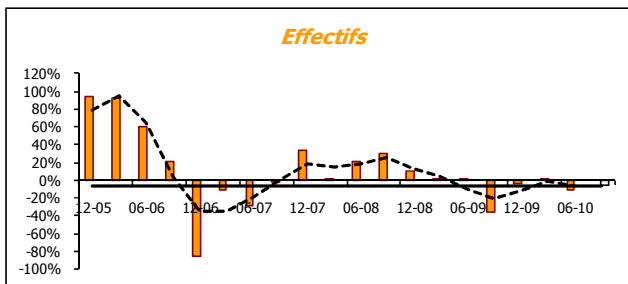
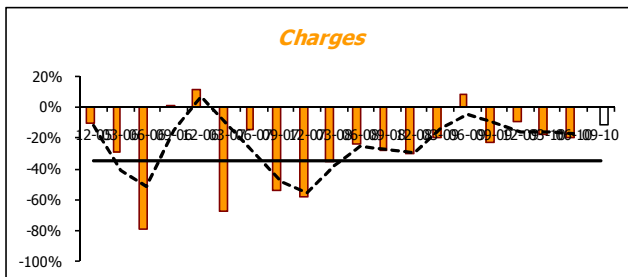
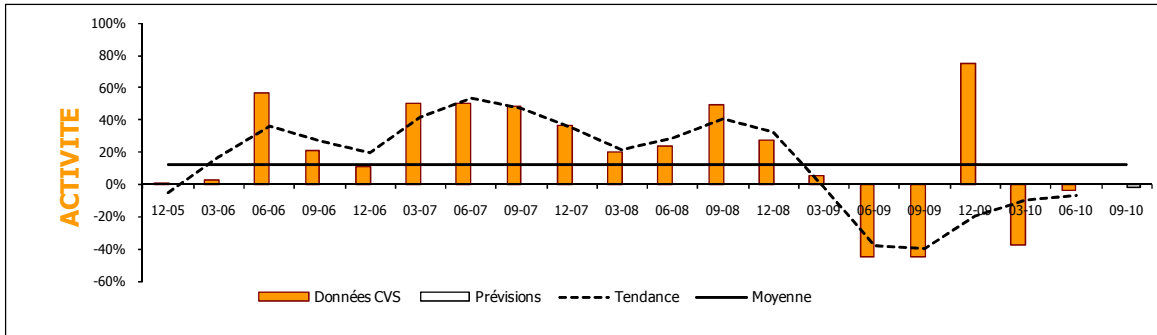
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010⁹



⁹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 12 dirigeants d'entreprises de services (704 salariés).

HÔTELLERIE - TOURISME

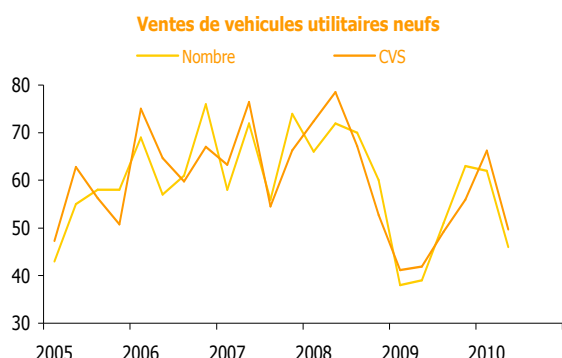
Soldes globaux d'opinions CVS des dirigeants d'entreprises au 30 juin 2010¹⁰



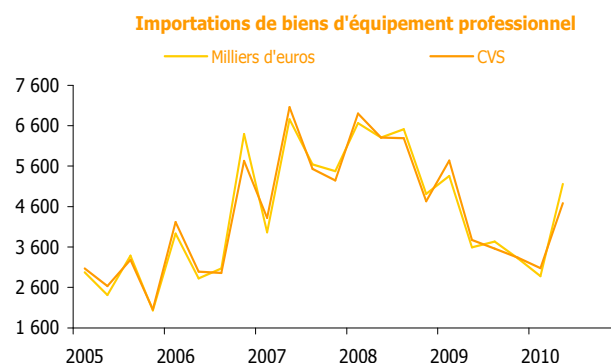
¹⁰ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès de 3 professionnels du tourisme et de l'hôtellerie (64 salariés).

3. Les entreprises

3.1 L'investissement des entreprises



Source: Sorefi



Source: Direction régionale des Douanes

Nombre de véhicules utilitaires vendus

	2T05	T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
Nombre	55	57	72	72	39	51	63	62	46	-25,8%	17,9%
CVS	63	65	76	79	42	49	56	66	50	-25,0%	18,7%

Source: sorefi

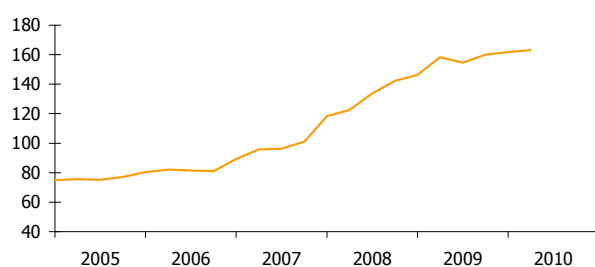
Importations de biens d'équipement professionnel

	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
En milliers d'euros	2 416	2 825	6 758	6 308	3 588	3 734	3 316	2 882	5 160	79,0%	43,8%
CVS	2 638	2 995	7 064	6 306	3 771	3 563	3 337	3 075	4 681	52,2%	24,2%

Source: Direction régionale des Douanes

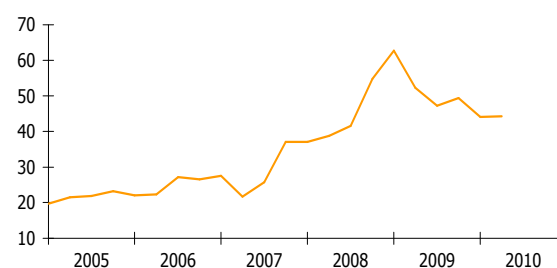
3.2 Le financement des entreprises

Encours bancaires des crédits à l'équipement



Source : IEDOM Mayotte

Encours bancaires des crédits d'exploitation



Source : IEDOM Mayotte

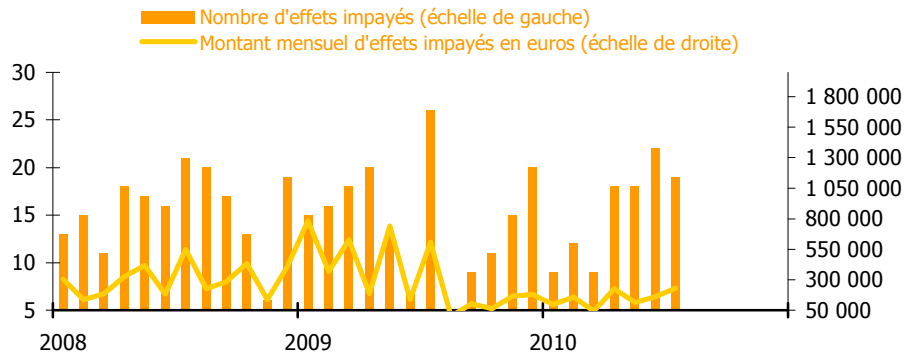
Encours des crédits à l'équipement et des crédits d'exploitation, (Etablissements de crédit locaux et non locaux)

en millions d'euros	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
crédits à l'équipement	75,5	82,1	95,7	122,5	158,3	154,7	160,0	161,7	163,1	0,9%	3,0%
crédits d'exploitation	21,5	22,3	21,7	38,9	52,3	47,2	49,4	44,1	44,2	0,4%	-15,4%

Source: IEDOM

3.3 La vulnérabilité financière des entreprises

Incidents de paiement sur effets

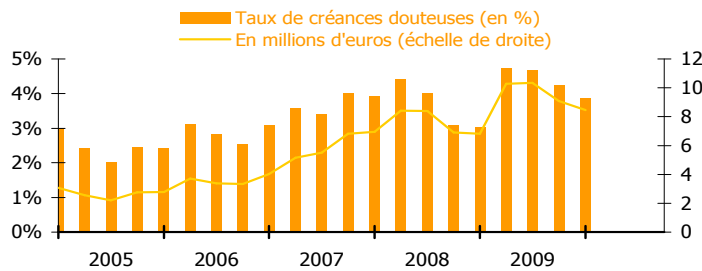


Source : IEDOM Mayotte

	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
Montant, en milliers d'euros	412,2	790,5	924,7	1 065,4	nd	405,0	298,1	499,7	67,6%	-53,1%
dont contestations de créances	24,8	143,5	313,4	50,1	nd	20,0	50,8	36,0	-29,1%	-28,1%
dont incapacités de paiement	387,5	647,0	611,2	1 015,3	nd	385,0	247,3	465,0	88,0%	-54,2%
Nombre	31	56	51	40	nd	46	30	58	93,3%	45,0%

Source: IEDOM

Créances douteuses nettes des entreprises auprès des établissements de crédit locaux (ratio créances douteuses/ total des crédits)

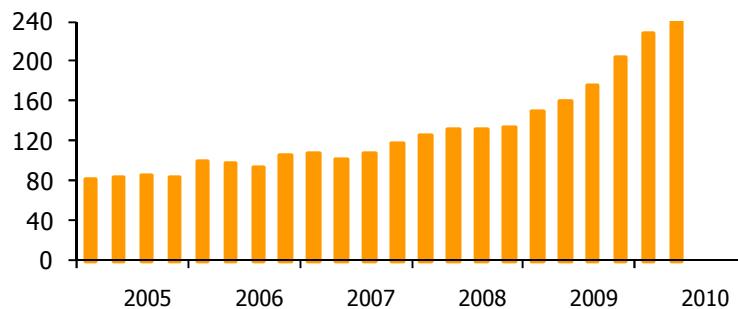


Source: IEDOM

	mars-05	mars-06	juil.-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/dec-09	mars-10/mars-09
en millions d'euros	3,1	2,8	4,0	6,0	6,8	10,3	10,3	9,1	8,4	-7,0%	24,1%
Taux de créances douteuses	3,0%	2,4%	3,1%	3,9%	3,0%	4,7%	4,7%	4,2%	3,9%	-0,3 pt	-0,9 pt

Source: IEDOM

Personnes morales en interdiction bancaire



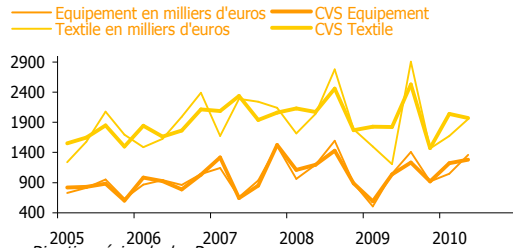
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/dec-09	mars-10/mars-09
Personnes morales	81	99	108	125	149	159	176	203	228	12,3%	53,0%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

4. Les ménages

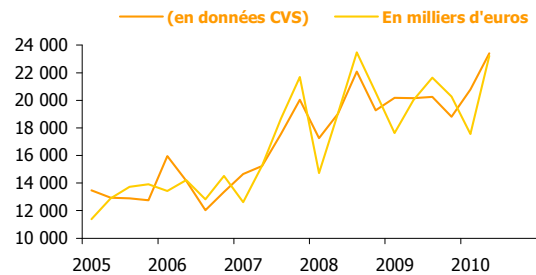
4.1 La consommation des ménages

Importations de biens d'équipement ménager et de produits textiles



Source: Direction régionale des Douanes

Importations de produits alimentaires



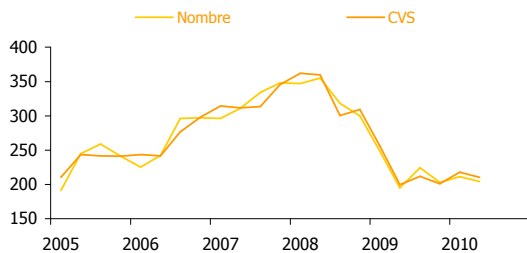
Source : Direction régionale des Douanes

Importations de biens de consommation des ménages

(en milliers d'euros)	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
Produits alimentaires	12 884	14 215	15 261	19 045	20 013	21 642	20 290	17 569	23 221	32,2%	16,0%
CVS	12 952	14 163	15 224	19 020	20 154	20 239	18 817	20 777	23 411	12,7%	16,2%
Vêtements et produits textiles	1 578	1 623	2 288	2 038	1 798	2 901	1 464	1 673	1 958	17,0%	8,9%
CVS	1 649	1 661	2 332	2 070	1 822	2 525	1 473	2 038	1 966	-3,5%	7,9%
Biens d'équipement ménager	814	939	662	1 198	1 098	1 406	914	1 046	1 359	29,9%	23,8%
CVS	826	923	646	1191	1035	1233	918	1221	1281	4,9%	23,8%

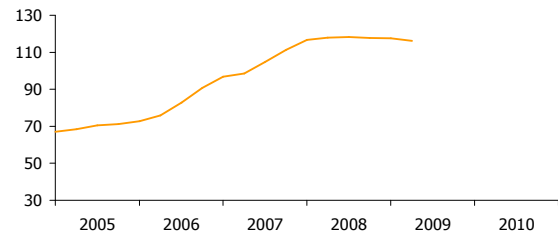
Source: Direction régionale des Douanes

Ventes de véhicules de tourisme



Source: Sorefi

Encours des crédits à la consommation des ménages (établissement locaux et non locaux)



Source : IEDOM Mayotte

Nombre de véhicules de tourisme vendus

	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
Nombre	245	242	311	355	195	224	203	211	204	-3,3%	4,6%
CVS	243	241	312	360	200	212	201	218	211	-3,3%	5,5%

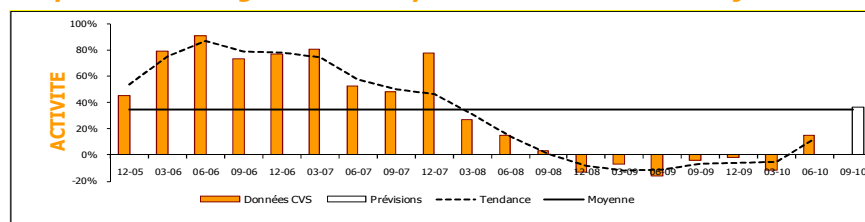
Source: sorefi

Encours des crédits à la consommation (établissements de crédit locaux et non locaux)

En millions d'euros	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
Crédits à la consommation	58,6	68,5	75,9	98,5	117,9	118,2	117,7	117,6	116,2	-1,2%	-1,4%

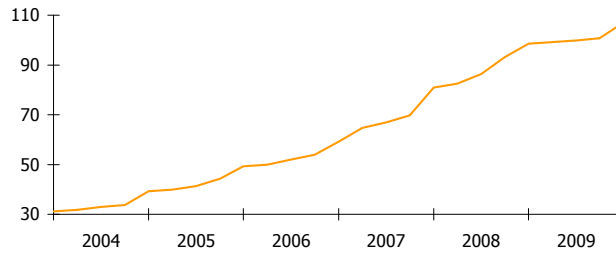
Source: IEDOM

Opinions des dirigeants d'entreprises du commerce au 30 juin 2010



4.2 L'investissement immobilier des ménages

Encours des crédits à l'habitat, (établissements de crédit locaux et non locaux)



Source : IEDOM Mayotte

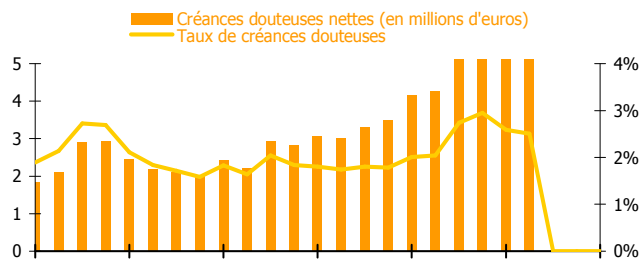
Encours des crédits à l'habitat
(établissements de crédit locaux et non locaux)

En millions d'euros	mars-05	mars-06	juil.-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
Crédits à l'habitat	39,9	50,0	64,6	82,5	99,3	99,9	100,8	107,1	108,2	1,0%	8,9%

Source : IEDOM Mayotte

4.3 La vulnérabilité financière des ménages

Ratio créances douteuses nettes / total des crédits consentis aux ménages (établissements de crédit locaux)



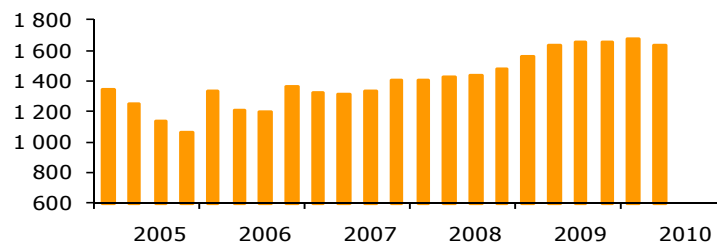
Source : IEDOM Mayotte

Créances douteuses nettes
(établissements de crédit locaux)

	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
En millions d'euros	2,1	2,2	2,7	3,3	4,3	5,7	6,2	5,5	5,4	-2,5%	26,8%
Taux de créances douteuses	2,1%	1,8%	1,9%	1,8%	2,1%	2,8%	2,9%	2,6%	2,5%	-0,1 pt	0,4 pt

Source : IEDOM Mayotte

Personnes physiques en interdiction bancaire



	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	mars-10/déc-09	mars-10/mars-09
Personnes physiques	1 340	1 328	1 325	1 410	1 558	1 638	1 659	1 657	1 674	1,0%	7,4%

Source : Banque de France, Fichier Central des Chèques

5. Sélection d'indicateurs macro-économiques

5.1 Le marché de l'emploi

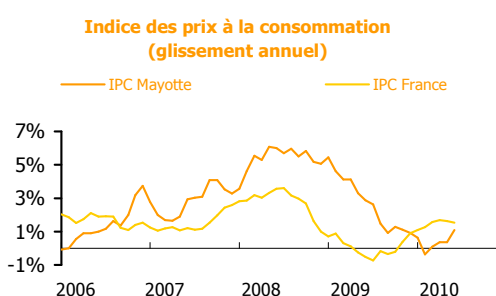
Nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à fin décembre 2009 (toutes catégories confondues) : 12 580

Offres d'emploi par secteur d'activité enregistrées par Pôle emploi en 2009

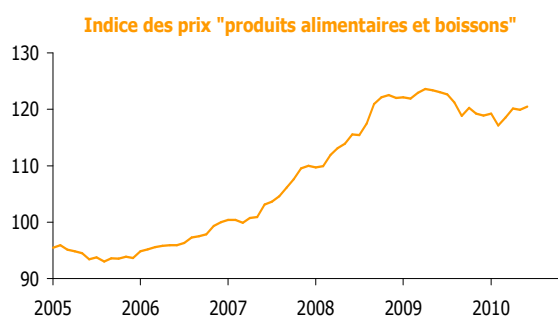
décembre-09	2009	
	Enregistrées	Satisfaites
Total des offres enregistrées	3 088	2 522
Agriculture, chasse, sylviculture Pêche, aquaculture	101	48
Industries extractives	11	7
Industries manufacturières	123	72
Production et distribution d'électricité, de gaz de vapeur et d'air conditionné	65	59
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	21	23
Construction	392	258
Commerce - réparations automobile et de motocycles	152	85
Transports et entreposage	36	14
Hébergements et restaurations	109	90
Information et communication	50	38
Activités financières et d'assurance	6	5
Activités immobilières	3	
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	61	36
Activités de services administratifs et de soutien	51	53
Administration publique	1 525	1 479
Education	82	58
Santé humaine et action sociale	49	30
Arts, spectacles et activités récréatives	11	5
Autres activités de services	196	138
Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées	39	23
Activités des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	5	1
Activités extra-territoriales	0	0
Non renseigné	0	0

Source : ANPE – Pôle emploi

5.2 Prix à la consommation, salaires et revenus



Source : INSEE

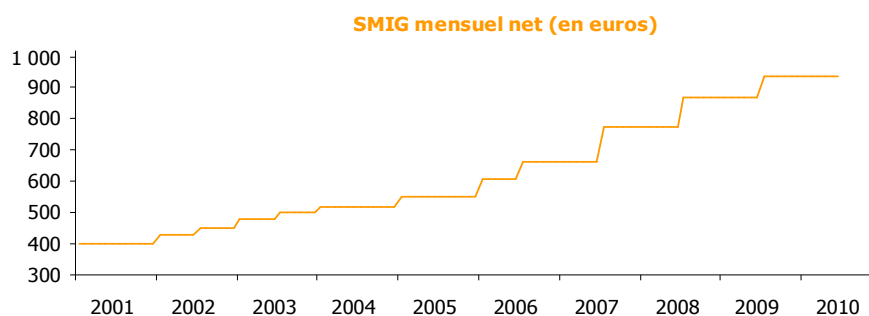


Source : INSEE.

Évolution de l'indice des prix à Mayotte

PRIX	Pondération*	juin-06	juin-07*	juin-08*	juin-09*	sept.-09*	déc.-09*	mars.-10*	juin.-10*	juin.-10/mars.-10	juin-10/juin-09
IPC (base 100 : décembre 2006)	10 000	97,3	100,1	106,1	109,2	108,7	109,5	108,8	110,4	1,5%	1,1%
Produits alimentaires et boissons	2 712	95,9	103,1	115,5	123,0	118,8	118,9	118,5	120,5	1,7%	-2,0%
Produits manufacturés	3 177	98,8	98,5	100,6	102,2	102,0	102,0	100,5	101,2	0,7%	-1,0%
Services aux ménages	3 342	97,0	99,6	105,1	107,8	109,7	112,3	111,2	111,7	0,4%	3,6%

Source : INSEE Mayotte

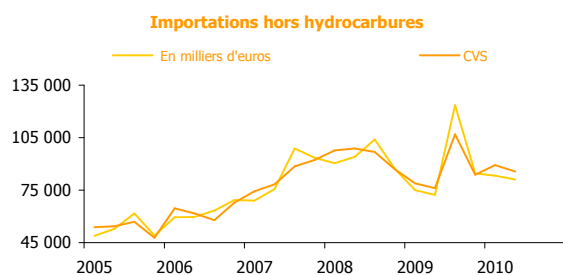


Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG)

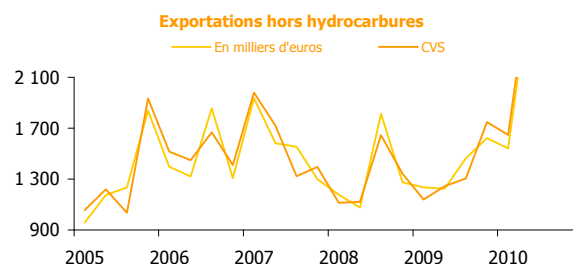
SALAIRES (€)	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	dec-09/dec-08
SMIG horaire brut	3,48	3,83	4,18	4,89	5,49	5,93	5,93	5,93	5,93	8,0%
SMIG mensuel brut	588,12	647,27	706,42	826,41	927,81	1002,17	1002,17	1002,17	1002,17	8,0%
SMIG mensuel net	552,83	608,43	660,50	772,69	867,50	937,03	937,03	937,03	937,03	8,0%

Source : DTEFP

5.3 Commerce extérieur



Direction Régionale des Douanes



Source : Direction régionale des Douanes

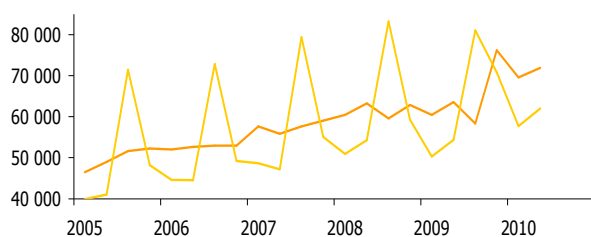
Échanges commerciaux en valeur, hors hydrocarbures

En milliers d'euros	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
Exportations	1 235	1 320	1 581	1 074	1 226	1 463	1 621	1 542	2 742	77,8%	123,6%
CVS	1 221	1 448	1 721	1 122	1 244	1 304	1 750	1 648	2 839	72,3%	128,2%
Importations	52 796	59 653	75 501	94 131	72 254	123 489	84 467	83 198	81 062	-2,6%	12,2%
CVS	54 319	61 693	78 332	98 815	76 079	106 875	83 839	89 253	85 669	-4,0%	12,6%
Taux de couverture	2,3%	2,2%	2,1%	1,1%	1,7%	1,2%	1,9%	1,9%	3,4%	+0 point	+0,3 point

Source : Direction régionale des Douanes

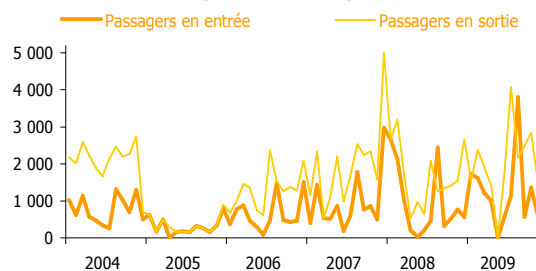
5.4 Les transports¹¹

**Passagers enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi
-entrée et sorties, hors transit-
(en données CVS)**



Source: Direction de l'Aviation civile de Mayotte

**Passagers enregistrés au port de Dzaoudzi
(entrées et sorties)**



Source : Direction régionale des Douanes, Recettes de Longoni et de Pamandzi

Évolution du trafic aérien de l'aéroport de Dzaoudzi/Pamandzi

TRAFIC AERIEN	2T05	2T06	2T07	2T08	2T09	3T09	4T09	1T10	2T10	2T10/1T10	2T10/2T09
Mouvements de vols	949	885	653	1 033	1 041	1 411	1 320	1 166	1 455	24,8%	39,8%
Nombre de passagers (hors transit)	40 975	44 482	47 165	54 199	54 334	80 968	70 803	57 715	62 024	7,5%	14,2%
CVS	48 915	52 674	55 802	63 223	63 548	58 265	76 196	69 584	71 930	3,4%	13,2%
Fret commercial (en tonnes)	423	406	421	453	390	407	371	355	302	-14,8%	-22,5%
Poste (en tonnes)	79	88	98	153	169	204	235	159	104	-34,5%	-38,6%

Direction de l'Aviation civile de Mayotte

¹¹ Certaines données relatives aux activités portuaires et aéroportuaires ne sont pas disponibles au moment de la rédaction du bulletin.

LISTE DES PUBLICATIONS

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (12 numéros par an)
- Le bulletin trimestriel de conjoncture : Suivi de la conjoncture financière et bancaire
Suivi de la conjoncture économique
- Les monographies :
 - Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon
- Le rapport d'activité de l'IEDOM

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes de l'Institut d'émission

- Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer (mars 2010)
- L'habitat dans les outre-mer français (février 2010)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007 (décembre 2008)
- Les filières des déchets en Guadeloupe (octobre 2008)
- La gestion des déchets ménagers dans les DCOM (septembre 2008)
- Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises OM ? (décembre 2007)
- Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2006 (décembre 2007)
- Le secteur des transports dans les DCOM (décembre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes expresses

- N°78 Panorama de Mayotte en 2009 (*juillet 2010*)
- N°74 La conjoncture à Mayotte en 2009 (*avril 2010*)
- N°66 L'habitat à Mayotte (*février 2010*)
- N°65 Les caractéristiques de l'habitat en Guyane (*janvier 2010*)
- N°64 Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 (*décembre 2009*)
- N°63 L'habitat à La Réunion (*novembre 2009*)
- N°62 L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (*novembre 2009*)
- N°61 Réduction de la commande publique à La Réunion en 2009 (*juin 2009*)
- N°60 Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque (*avril 2009*)
- N°59 Synthèse de l'année 2008 en Martinique (*avril 2009*)
- N°58 La gestion des déchets à la Martinique (*avril 2009*)
- N°57 Synthèse de la conjoncture à Saint-Pierre et Miquelon en 2008 (*mars 2009*)
- N°56 Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe (*mars 2009*)
- N°55 Synthèse de l'année 2008 en Guyane (*mars 2009*)
- N°54 Synthèse de l'année 2008 à La Réunion (*mars 2009*)
- N°53 Synthèse de la conjoncture à Mayotte en 2008 (*mars 2009*)
- N°52 La gestion des déchets à Mayotte (octobre 2008)
- N°51 Le financement bancaire des entreprises en Guyane (juillet 2008)
- N°50 La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)
- N°49 Le tourisme à La Réunion (janvier 2008)
- N°48 Le développement urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)
- N°47 Les coopératives agricoles de Guyane (novembre 2007)
- N°46 Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)

Diffusion
électronique
gratuite sur
www.iedom.fr

Les Notes sectorielles

- Profils sectoriels de sociétés dans les DOM en 2004 : Industrie – BTP – Commerce (décembre 2006)
- Profils d'entreprises dans les DOM en 2002 et 2003 : L'industrie

Ces études sont disponibles à l'agence de l'IEDOM de Mamoudzou : Avenue de la Préfecture - B.P. 500 - 97600 Mamoudzou - Tél. : 02 69 61 05 05 - Fax : 02 69 61 05 02 - Mél : agence@iedom-mayotte.fr et à la Division Communication au siège de l'IEDOM : 164, rue de Rivoli 75001 Paris - Tél. : 01 53 44 41 55. Téléchargements gratuits sur le site Internet www.iedom.fr

L'Institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) assure :

- ❖ Des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n° 2000-347 du 19 avril 2000 modifiant l'ordonnance n° 59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « *au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France* » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion ainsi qu'à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenue des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.

- ❖ Des missions d'intérêt général directement confiées par l'État :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public,
 - observatoire économique et financier,
 - médiateur départemental du crédit.

- ❖ Des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échanges de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, l'IEDOM joue un rôle d'observatoire économique et financier permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'IEDOM réalise également chaque année une monographie présentant le bilan économique et financier de chaque collectivité. Le site Internet de l'IEDOM restitue une partie de ces informations : www.iedom.fr

L'IEDOM apporte ses services - dans les DOM, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon - à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 02 69 61 05 05 – Télécopie : 02 69 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer en août 2010
Dépôt légal : août 2010